

LA REPRESSION DANS LA SEINE SAINT DENIS

Bobigny

TERREUR AU CET COSTES

OU

QUAND PONIA FAIT DES PETITS

L'administration du CET Costes est en train de se tailler une solide réputation dans le département en matière de repression.

Déjà, lors de l'exécution des condamnés à mort en Espagne, le directeur avait menacé d'expulsion des apprentis qui dénonçaient publiquement ce nouveau crime de la barbarie franquiste.

Face à ce scandale, pour obtenir la liberté d'expression, une riposte s'imposait. Les J.C. du C.E.T. ont répondu à leur manière en demandant à Roland Leroy (de la direction du PC) de venir tenir un meeting au bahut.

Cette initiative était intéressante, car les collégiens — futurs travailleurs — veulent pouvoir entendre s'exprimer tous ceux qui se placent aux côtés de la classe ouvrière. Quelle que soit leur appartenance politique, pourvu qu'ils soutiennent nos revendications. Mais ceci n'était pas (on s'en doute) du goût de l'administration. Aussi celle-ci avait-elle pris ses précautions et passé quelques coups de téléphone à ses petits copains des commissariats.

A 16 h, le jour où devait avoir lieu le meeting, les collégiens ont débrayé en masse. Rassemblés dans la cour, ils ont constaté qu'ils étaient enfermés : les portes étaient gardées par des individus, certains extérieurs à l'école, mais appartenant sûrement au ministère de... l'Intérieur.

Les apprentis voulurent alors passer les barrages.

Sur ce, le directeur intervient, menaçant les apprentis et les professeurs de sanctions graves si ils refusaient de remonter en cours.

Il ira même jusqu'à demander aux profs de déplacer leurs voitures pour laisser passer un car de flics en cas de besoin (d'ailleurs un car stationne pas très loin de l'établissement).

Un peu désorientés — Leroy au dernier moment s'était décommandé — les apprentis se sont retrouvés sans perspectives immédiates : le mouvement a tourné court. Mais beaucoup en avaient gros sur le cœur et n'étaient pas prêts de digérer

cette opération « coup de poing » combinée entre le directeur et les hommes de Poniatowsky.

L'administration a montré son vrai visage. Alors que les patrons, parfois les officiers sont accueillis à bras ouverts dans le C.E.T., un militant du mouvement ouvrier est accueilli par des flics.

Pour obtenir la liberté d'expression, panneaux d'affichage, beaucoup de collégiens sont convaincus que la lutte est nécessaire. Pour cela, il faut s'organiser, réaliser l'unité la plus large de tous les collégiens qui refusent d'être traités comme des gamins privés de droit.

Il ne s'agit pas de mettre en avant telle ou telle organisation politique, mais de travailler ensemble — qu'on soit d'accord avec tel ou tel courant politique — à construire un rapport de forces suffisant pour faire reculer l'administration.

M^r le Directeur



COMMISSAIRE OU DIRECTEUR Saint Denis

Des méthodes de flic

Un fichier de noms ! Avec en face de chaque nom, une appréciation : « agitateur », ou « sentiment anti-français » (pour les étrangers).

Est ce que cette histoire se passe dans un commissariat de police ?

Est ce que cette histoire se passe dans les bureaux du personnel de Citroën ou d'un autre patron de choc ?

Et bien non ! Ça se passe dans un CET. Au CET « Lénine » à St Denis. Des élèves l'ont trouvé. Et ceux qui ont fiché les élèves, ce sont ces messieurs de l'administration. Oui, ce sont ces messieurs qui assurent nous vouloir que du bien, qui veulent faire de nous de « bons ouvriers ». De bons ouvriers visiblement pour eux, ça veut dire des ouvriers disciplinés. Et les collégiens qui ne le sont pas, disciplinés, on prend leur nom et... au fichier (ce fichier, où va-t-il, à qui est-il destiné ?).

Ces méthodes, les fichages, ont un nom : ce sont des méthodes de flics. Ceux qui ont appliqué ces méthodes ont un nom : ce sont des flics.

La riposte des JC

Nos camarades des Jeunesses Communistes du CET Lénine ont voulu répondre à cette atteinte aux libertés. Ils ont annoncé par tracts la tenue d'un meeting dans le CET avec un dirigeant des Jeunesses Communistes ; celui-ci a été « accueilli » par l'administration qui l'a empêché de parler. La liberté d'expression, cette liberté élémentaire a été bafouée.

Le recul du directeur

Le directeur a pu empêcher le camarade des JC de parler. Pourtant, la mobilisation a porté : la direction a dû expliquer qu'il n'y aurait plus de fichier d'élèves. C'est à nous de faire respecter cette décision. Nous devons demander au SNETP-CGT de nous aider à garantir notre liberté.

Aller plus loin

L'initiative des JC était une bonne chose. Mais elle a été incapable de faire plier le genou à l'administration car elle n'a mobilisé qu'une partie des collégiens : ceux qui militent aux JC ou qui sont sympathisants. Pour lutter pour la liberté d'expression, contre le fichage, mais aussi pour nos autres revendications (un préau par exemple) il faut la mobilisation de TOUS les collégiens et pas seulement des collégiens des JC. Pour cela, il faut que tous les collégiens sentent que leur lutte leur appartient, qu'ils peuvent décider eux-mêmes de la manière de lutter en AG ou dans un Comité de lutte. De même, une organisation politique ne peut regrouper tous les collégiens comme une seule organisation syndicale (du type de la CP-CET).